Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°114
8 février 2021
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

La vaccination patine : la désorganisation capitaliste en est responsable



Tout le monde a pu voir que les gouvernements se couchent devant les capitalistes qui imposent leurs conditions pour la livraison des vaccins. La Commission européenne a fait du cinéma en envoyant des inspecteurs sur le site d'AstraZeneca à Seneffe vérifier si des vaccins destinés à l'Europe n'étaient pas fournis à la Grande-Bretagne.

C'est du show pour masquer que les firmes pharmaceutiques ont empoché il y a plusieurs mois l'argent des contrats pour des milliards de doses, sans mettre les lignes de production au niveau nécessaire. Les patrons et actionnaires des trusts pharmaceutiques pensent d'abord au profit, l'organisation des campagnes de vaccination, le reprise de la vie sociale et économique, ce n'est pas leur problème ! Et aucun gouvernement n'envisage de passer au-dessus de la propriété privée capitaliste et du droit qu'ils se sont octroyés d'imposer leurs choix, même si la société en crève. Aucun gouvernement n'envisage de leur imposer de produire la quantité de vaccin nécessaire pour protéger la population, encore moins de réquisition ces entreprises dans ce but.

Ce qui est flagrant pour les vaccins est aussi vrai dans tous les autres secteurs de l'économie. Les capitalistes, dans l'alimentation, l'énergie, le logement et la santé, partout, font ce qu'ils veulent pour augmenter leurs profits ! Et combien de fois contournent-ils même les lois censées protéger un peu la population ? Même quand leurs entreprises sont rentables, les actionnaires peuvent décider de les fermer, dans le seul but de faire encore plus de profits, comme Caterpillar à Gosselies ou encore Ford à Genk. Et cela même si des milliers de travailleurs se retrouveront au chômage, voire dans la misère !

Ceux qui gouvernent, qui font les lois, le font pour servir la classe bourgeoise et pas pour défendre les intérêts de la population.

Par contre, faire peser des contraintes sur la population, ça les gouvernements sont prêts à le faire ! Comme arrêter 500 personnes, en partie au hasard, pour empêcher une manifestation à Bruxelles contre les conséquences des mesures de confinement ! Comme verbaliser plus de 100 000 personnes pour non-respect de mesures de confinement, alors que les employeurs méprisent ces mêmes règles sanitaires à l'intérieur de leurs entreprises ! Comme contrôler et sanctionner des chômeurs, alors que les bureaux du Forem sont fermés au public pour raison sanitaire, alors que des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur travail à cause du Covid !

En matière de contraintes, les patrons aussi s'y connaissent ! Dans combien d'entreprises, la pandémie est un prétexte pour faire payer par la sécurité sociale, sous couvert de chômage covid, les arrêts pour ruptures de stocks ? Et pour supprimer des milliers d'emplois en aggravant la flexibilité et la précarité de leurs salariés, comme à FedEx, Solvay ou AGC ?

Les défenseurs de l'économie capitaliste justifient tout cela au nom de l'efficacité ! Mais c'est un mensonge flagrant ! Le capitalisme est inefficace pour faire face à la pandémie en cours, les médecins, infirmières et tous les personnels des hôpitaux peuvent témoigner de la désorganisation due au manque de personnel, au secret commercial et à la concurrence entre firmes !

Partout, dans toute la société, les travailleurs craignent de se retrouver au chômage suite à des licenciements ou la fermeture d'entreprise. L'incertitude face au lendemain règne ! Quant à ceux qui gardent un travail, ils savent que l'exploitation sera encore plus dure après les licenciements.

Pourtant, la société ne fonctionne que grâce au dévouement des centaines de milliers de travailleurs qui font tout fonctionner et qui prennent tous les risques.

Ce qui serait efficace, c'est que la classe ouvrière, le monde du travail, se mobilise pour contraindre les patrons, les actionnaires et les gouvernements à leur botte, à prendre sur les profits capitalistes pour partager le travail entre tous afin que chacun ait un salaire, puis une pension correctes. Se mobilise aussi pour imposer le contrôle des travailleurs sur les capitaux et lève les secrets commerciaux, à commencer dans le secteur pharmaceutique.

Cynisme capitaliste

Deux tiers des 21 000 personnes mortes du covid étaient des résidents des homes et tout le monde se souvient des terribles images quand le personnel de ces homes devait affronter ce désastre humain dépourvu de protections.

Aujourd'hui, les syndicats s'attendent à... des licenciements ! Mais oui, avec 14 000 résidents en moins, les actionnaires demandent que ça reste rentable ! De plus, les propriétaires des homes, et notamment les gros exploitants privés ont reçu 70 millions d'euros de l'Etat pour compenser le manque à gagner de ces « lits non occupés » !

Ils veulent le beurre et l'argent du beurre.

Pfizer : un vaccin qui rapporte gros

Si le prix exact payé par les États à Pfizer en commandes de vaccins contre le Covid-19 reste secret, les patrons du groupe ne font pas mystère des bénéfices que ces contrats vont leur permettre d'engranger.

Ils viennent d'annoncer que la vente des vaccins devrait leur rapporter en 2021 un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars, soit une augmentation d'un tiers par rapport à 2020. Ils estiment que la marge dégagée sera de 25 à 30 %, les profits nets s'élevant à 4 milliards de dollars. En pleine crise, les actionnaires de Pfizer vont s'engraisser sur le dos des finances publiques, c'est-à-dire de la population.

Des marges pareilles, c'est dans la moyenne des « retours sur investissements » pratiqués dans l'industrie pharmaceutique, expliquent ceux qui justifient la loi du profit, journalistes ou politiciens.

Mais pourquoi faudrait-il que la soif de s'enrichir d'une minorité soit le moteur qui fasse fonctionner la société, et non l'intérêt de la collectivité ?

Sacrifices dûs à la crise



La loi de la jungle

La fin du moratoire sur les faillites d'entreprises divise les organisations patronales, entre les plus grosses et les petites. Les grosses entreprises, dont les banques, parlent par la voix de la FEB. Pour ce grand patronat, il faut mettre fin à cette mesure décidée il y a un an pour éviter les faillites et protéger les entreprises contre leurs créanciers. « *Les faillites font partie de la vie économique* », philosophent ceux dont les comptes bancaires sont bien garnis…

Par contre, les patrons de PME voient les choses sous un autre angle : « *la fin du moratoire est une catastrophe* », réagit le représentant de l'UCM, Frédéric Nyst. Et ses homologues flamands de l'UNIZO, et même du VOKA, sont bien d'accord avec lui. Car plus de 50 000 petites entreprises menacées de faillites, cela fait du monde… « *La faillite d'une multinationale* », protestent les représentants du petit patronat, « *n'est pas comparable avec la faillite d'un indépendant ou d'une PME. On ne va pas vendre la maison du CEO et il y a toujours une autre compagnie intéressée pour racheter une partie de l'activité* ».

En effet, les lois du capitalisme n'entraînent pas les mêmes conséquences pour les petits patrons qui risquent de perdre leur maison et parfois leurs économies et les actionnaires des grands groupes qui risquent de ne perdre que de futurs bénéfices.

Mais pour les salariés licenciés, par de grandes ou de petites entreprises, cela ne change pas grand-chose ! C'est la misère qui guette !

Finalement, devant cette division patronale, le gouvernement a opté pour une demi-mesure. La fin du moratoire est maintenue, une victoire pour les banquiers. Mais le fisc, l'ONSS, et tous les créanciers publics, ne réclameront pas les impayés, une consolation pour les patrons petits et moyens.

La loi de la jungle capitaliste est donc amortie pour les petits patrons… au frais de l'État et de

Lutte Ouvrière* a pris le relais de *La Voix des Travailleurs
Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

l'argent public… c'est-à-dire des impôts de la population et des dépenses utiles comme les soins de santé.

Ce ne seront pas les riches qui payeront la note, elle sera présentée à ceux qui sont à la source de la création des richesses : les travailleurs.

Alors les travailleurs n'ont d'autre choix que de se préparer à renverser tout ce système où les requins sont rois !

Gares sans humains

La SNCB a annoncé la fermeture de 44 des 135 guichets actuels. La direction se justifie en disant que payer des guichetiers qui sont de moins en moins sollicités n'est pas utiliser l'argent public en « bon père de famille ». En bon capitaliste surtout !

C'était la politique de la SNCB de tout faire pour guider les voyageurs vers les automates et les services en ligne. Et si les gares sont aujourd'hui désertes, avec tout ce que ça veut dire en termes de sentiment d'insécurité des voyageurs, de vandalisme et de déshumanisation en général, il faut chercher la raison dans les économies imposées par un Etat qui tient guichet ouvert pour tous les grands spéculateurs et licencieurs, et dans le gouffre financier de la privatisation en cours !

Chômage des jeunes en Europe : le virus s'étend

16,6 % de chômeurs en Belgique chez les moins de 25 ans, 30 % en Italie et 40 % en Espagne : ces chiffres, même sous-estimés par les statistiques officielles, donnent un aperçu de l'ampleur de la crise sociale en cours. Dans l'ensemble de la zone euro, il y aurait 2,6 millions de jeunes sans emploi, soit 350 000 de plus qu'en 2020 - et là encore les données sont à l'évidence bien endessous de la réalité.

Quand toutes les prévisions des experts pour 2021 vont dans le sens d'une aggravation du chômage, il est clair que le monde du travail est face à une offensive généralisée du patronat. Les jeunes travailleurs, dont les emplois précaires ont d'ores et déjà été brutalement rayés de la carte, sont sacrifiés.

Face au virus du chômage, c'est la répartition du travail entre tous qui est à l'ordre du jour. Et les jeunes travailleurs peuvent être l'avant-garde de ce combat.



Le droit au chômage de plus en plus théorique

Le nombre de chômeurs indemnisés diminue dans les communes les plus pauvres à Bruxelles !

Bien sûr, cela ne s'explique pas par des créations d'emploi en masse ! Les démarches pour avoir le chômage n'étant possibles qu'en ligne, les services de chômage des syndicats restés souvent injoignables, tout cela a fini par devenir un obstacle insurmontable pour beaucoup. Le même problème se pose aux CPAS.

Et tout ça n'a pas empêché l'ONEM de continuer de distribuer des sanctions. 24 500 personnes ont subi une suspension du paiement de leurs allocations de chômage, 620 ont été exclus.

Derrière ces chiffres se profile une catastrophe sociale explosive !

Lâche devant les riches, ignoble avec les pauvres

Pour pouvoir s'inscrire en Flandre et avoir droit ne fut-ce qu'aux soins médicaux, les réfugiés doivent suivre des cours de langue avec obligation de présence. Le gouvernement flamand veut durcir encore les règles en exigeant dorénavant la réussite du test, tout en rendant payant les cours et les tests. Coût pour une personne : 360 euros minimum.

Frapper sur les pauvres, ils savent faire ! Or, ce sont les Pfizer et autres grandes banques et entreprises, et non les réfugiés qui vident les caisses de la sécurité sociale.

Mais tous ces gouvernements refusent d'imposer quoi que ce soit aux riches et aux grandes entreprises. Le rôle de ces gouvernements bourgeois se limite à dissimuler le vol organisé par la grande bourgeoisie derrière leur démagogie. Et plus le vol est éhonté, plus leur démagogie devient abjecte. L'humanité les vomira !

Émirats Arabes Unis : une nationalité octroyée au compte-goutte

Le petit État formé par sept émirats, dont Dubaï, vient d'annoncer qu'il ouvre la possibilité à des étrangers d'obtenir la nationalité émirienne. Mais cela s'adresse uniquement à des investisseurs, docteurs, ingénieurs ou artistes, supposés avoir une « valeur » plus grande que les autres travailleurs tout autant indispensables et à la base de la richesse du pays.

Dans ce pays de 10 millions d'habitants, plus de 80 % sont étrangers. La grande majorité sont ouvriers du bâtiment ou de l'industrie, de la restauration, domestiques ou femmes de ménage. Originaires du continent indien ou d'Afrique, ils restent soumis à l'humiliant système de « tutorat » qui permet à leur employeur de détenir leur passeport.

L'an dernier, des centaines de milliers ont été jetés au chômage, sans même le droit de mendier ou de vendre à la sauvette. D'autres ont leur paye de moins de 400 euros divisée par deux, tout en devant payer

90 euros pour une place dans un dortoir sordide.

Dans ce contexte, la mesurette des autorités est juste révoltante.

Vive la grève des travailleurs de PSA Kenitra au Maroc !

Mercredi 27 janvier a démarré une grève qui a paralysé l'usine de PSA à Kenitra au Maroc. La grève est massive et continuait dans les premiers jours de février.

Dans cette usine ouverte il y a à peine 18 mois, 2 500 travailleurs fabriquent un des modèles de la gamme Peugeot les plus vendus en Europe, la nouvelle 208. Le roi du Maroc avait fait un pont d'or à PSA, lui offrant des terrains gratuits, la construction d'un port en eau profonde pour exporter les voitures, des exonérations d'impôts, des centres de formation.

Les revendications des grévistes portent sur les salaires qui atteignent actuellement à peine 240 euros par mois pour 48 heures par semaine. Ils veulent des majorations des heures travaillées des samedis après-midi ou des jours fériés, la couverture médicale, inexistante au point qu'il n'y a même pas d'indemnisation en cas d'accident du travail.

Ces 2 500 travailleurs fabriquent des voitures qui sont vendues 20 000 euros en Europe. Voilà comment le groupe PSA – ou plutôt le nouveau groupe Stellantis, issu de la fusion de PSA et de Fiat-Chrysler – arrive à augmenter encore un peu plus les profits de ses actionnaires.

La lutte des travailleurs au Maroc, est aussi la nôtre. Ils nous montrent le chemin !

Renault MCA – Maubeuge Le débrayage a payé !

Sur les 2 200 produisant la Kangoo, une centaine de travailleurs du Montage et de Peinture ont débrayé le 27 janvier pour demander une augmentation de la prime d'intéressement.

En effet, depuis des mois, la charge de travail augmentait. « Renault ne cesse de demander des efforts, à son tour d'en faire ! » Tel était le sentiment de beaucoup qui ne voulaient pas se contenter des 364 euros annoncés par la direction.

À la suite d'une prise de parole organisée dans la matinée par un syndicat au Montage, un cortège d'une bonne centaine de grévistes, rejoint par une partie de l'équipe de Peinture, a circulé le long des lignes.

La direction, qui ne s'attendait pas à une telle réaction, a rapidement promis un versement supplémentaire dont le montant de 150 euros minimum a été officiellement annoncé le lendemain.

Ceux qui ont participé à ce débrayage étaient fiers de cette petite victoire, d'autant que pour certains, récemment embauchés, c'était leur première action collective. Le résultat a montré que pour contraindre la direction à mettre la main à la poche, la méthode était la bonne !

Brèves Audi Bruxelles

L'entreprise capitaliste : zone protégée pour virus

Le montage à l'arrêt plusieurs jours, toute l'équipe de préparation envoyée en quarantaine, c'est le résultat de la découverte de plusieurs cas positifs parmi les collègues.

Les rares études faites à ce sujet montrent qu'une grande partie des contaminations a lieu dans les entreprises. Les gouvernements ont pris une pléthore de mesures pour restreindre nos loisirs et nos contacts sociaux, mais les entreprises sont systématiquement « oubliées ». Dans cette société capitaliste, sortir la production de voitures de luxe pour fabriquer du profit est plus important que notre santé.

Espérons que les collègues atteints s'en sortent et n'ont pas contaminé leurs proches... et qu'un virus de la révolte circule encore plus vite que le Covid.

Sécurité sociale ou assurance tous risques pour patrons ?

Suite à l'arrêt du montage, les travailleurs de la tôlerie et de la peinture ont chômé vendredi. Suite à la pénurie de semi-conducteurs, c'est chômage aussi en semaine 7.

On est certes soulagé d'avoir l'allocation de chômage plutôt que de se retrouver sans rien. Mais la caisse de chômage est de plus en plus sollicitée par le patronat pour faire face aux imprévus de leur économie hors contrôle, et cela en évitant d'égratigner les profits.

Et la question se pose : qui va payer tout ça ?

Un actionnaire qui possède 2% des actions du groupe VW, a empoché près de 40 millions d'euros, rien qu'en 2020, et sans rien faire. Et les actionnaires n'auraient pas de quoi payer les salaires quand il y a moins de travail ?!

Ils jouent avec les intérimaires

Une partie des intérimaires que la direction s'apprêtait à virer, est finalement restée, car il fallait assurer la production malgré les effets de la pandémie. Et une fois les E-trons produites et les profits assurés, c'est le retour à la case C4 ?

Le patronat se croit tout permis parce que nous avons besoin de notre salaire. Mais leur machine à profits ne fonctionne que grâce aux travailleurs ! Les patrons et actionnaires sont inutiles, les travailleurs apprendront à s'en passer.

Suivez-nous sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !